

*Questions orales***L'ÉCONOMIE****LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT**

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice et se rattache à la réponse qu'il a donnée à une question précédente. Pendant la campagne électorale de 1984, le chef de son parti promettait qu'il ne nous corromprait pas avec notre propre argent. Cette promesse nous a été resservie hier par le nouveau chef de l'opposition.

Le ministre croit-il que toutes les dépenses de deniers publics faites à gauche et à droite ces deux dernières semaines profiteront aux Canadiens?

M. Broadbent: Je ne veux pas manquer la réponse. Écoutez.

M. Hnatyshyn: Les promesses des socialistes ne sont que pure hypocrisie.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Mon collègue a utilisé le mot juste: «hypocrisie». Je pense que si le député faisait un petit examen de conscience, il ne pourrait pas croire que ce qu'il vient d'entendre est sorti de sa propre bouche. Ce que nous avons prouvé depuis quatre ans et ce que nous ferons de nouveau si nous sommes réélus...

Des voix: Quand?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): ... après les élections...

M. Broadbent: Quand?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Bientôt, très bientôt. Nous continuerons de faire preuve de responsabilité financière, comme nous l'avons fait depuis quatre ans.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Nous avons réduit le déficit pendant trois années consécutives, et c'était la première fois que cela se produisait depuis la guerre. Nous nous étions engagés à le faire devant les Canadiens et, au cours de la prochaine campagne électorale, nous nous engagerons de nouveau à le faire.

LES PROJETS RÉGIONAUX

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre, et je pense qu'elle est grave. Les Canadiens souhaitent que leur député défende la cause des projets lancés dans leur province et dans leur région, mais ils veulent également que le gouvernement fasse preuve d'un certain sens des responsabilités sur le plan financier et d'un certain esprit de justice.

Des voix: Oh, oh!

● (1200)

M. le Président: Je donne la parole au député de Churchill.

M. Murphy: Ma question est on ne peut plus directe. Comment se fait-il que, depuis quatre ans, le gouvernement ait complètement échoué à nous doter d'un système d'appel

d'offres qui soit honnête et à s'assurer que, lorsque le premier ministre promet de fournir des routes, des aéroports et des services dans des secteurs éloignés de sa circonscription, il en fasse autant pour toutes les régions éloignées du Canada?

M. Hnatyshyn: Je vois. C'est cela, la responsabilité financière.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je n'arrive pas à en croire mes oreilles. Ce député représente le parti qui a réclamé la création d'un programme de services de garde d'enfants au coût de 11 milliards de dollars par an—je dis bien par an.

M. Broadbent: Vous vous trompez encore une fois. C'est ce que vous prétendez, et vous y croyez.

M. Epp (Provencher): Non, c'est ce que vous avez proposé.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): C'est le même parti dont le chef a été le premier à protester avec le plus grand pharisaïsme possible, chaque fois que nous avons proposé de réduire les dépenses du gouvernement fédéral...

M. Broadbent: Vous vous trompez! Vous vous trompez!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): ... en soutenant que les conservateurs ne devraient pas réduire les dépenses consacrées à tel ou tel programme, qu'on ne devrait pas autoriser pareil changement, ainsi de suite.

M. Broadbent: Vous arrive-t-il jamais de dire la vérité? Essayez, Michael, ça vous changera!

* * *

L'AGRICULTURE**LE PROGRAMME D'AIDE AUX AGRICULTEURS VICTIMES DE LA SÉCHERESSE**

M. Walter Van De Walle (Pembina): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Céréales. La sécheresse qui a sévi dans de nombreuses parties du Canada a réduit la production de céréales et d'oléagineux. Le ministre est-il en mesure d'annoncer un programme à ce moment-ci? Dans l'affirmative, voudrait-il en faire part aux députés et aux Canadiens?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, chacun sait que le pays a connu d'importants problèmes de production cette année à cause du temps qu'il a fait, de la chaleur et du manque d'humidité. Le problème auquel nous aurons à remédier sera plus difficile que ces deux dernières années. Les producteurs auront besoin de plus d'aide que ne pourra leur en fournir l'assurance-récolte.

Nous sommes en train de consulter les producteurs et les gouvernements provinciaux, celui de l'Ontario et des autres provinces, afin de mettre sur pied un programme qui permettra de veiller à ce que l'aide aille aux producteurs qui ont le plus souffert de la mauvaise récolte.